

Industrie, Sciences et Technologie—Loi

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, je voudrais faire une distinction importante. Le Canada a conclu avec différents pays des accords commerciaux destinés à supprimer les barrières commerciales et à faciliter le commerce. Or, notre loi sur le libre-échange permet aux Américains de faire tout ce qu'ils veulent au Canada.

Le projet de loi à l'étude n'a rien à voir avec le commerce. Il s'agit d'une convention visant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu. Le projet de loi suit le modèle de l'OCDE. C'est une des nombreuses conventions conclues entre le Canada et d'autres pays depuis les années 70 afin d'éviter la double imposition.

Elle précise clairement le pays qui a le droit d'imposer les revenus découlant de certaines transactions.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je reconnais que le projet de loi vise à mettre en oeuvre des conventions fiscales entre le Canada et le Luxembourg, la Pologne et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comme l'a dit le député tout à l'heure, il s'agit d'un projet de loi standard dont nous avons vu d'autres exemples. A notre avis, il profitera aux contribuables qui exploitent une entreprise dans plus d'un État.

Nous devons faire tout en notre pouvoir pour éviter aux contribuables d'avoir à payer deux fois leurs impôts, c'est pourquoi nous appuyons le projet de loi.

Le président suppléant (M. Paproski): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Le président suppléant (M. Paproski): Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée et le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité législatif.)

* * *

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports) propose: Que le projet de loi C-3, Loi constituant le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, abrogeant la Loi sur le ministère de l'Expansion indus-

trielle régionale et modifiant certaines lois en conséquence, soit lu pour la troisième fois et adopté.

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je ne vois pas la nécessité d'entrer dans le menu détail du projet de loi C-3. Nous l'avons examiné plus d'une fois à la Chambre. Nous y avons consacré pas mal de temps l'autre jour, à l'étape du rapport.

Il s'agit d'un projet de loi essentiel qui aura des répercussions considérables sur la recherche, les sciences et la technologie, domaines importants pour les Canadiens.

Je ne veux pas retarder du tout l'adoption du projet de loi. Je tiens à donner aux députés de l'opposition l'occasion de faire quelques commentaires, puis nous pourrions adopter le projet de loi à l'étape de la troisième lecture.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, le Canada va connaître des temps difficiles parce que sa productivité et sa capacité de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux sont insuffisantes.

Tous les chiffres donnés par des organismes nationaux renommés signalent que, bien que notre productivité augmente légèrement, elle s'accroît beaucoup moins vite que celle de certains autres pays du monde. Ainsi, l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui fait des études sur les 22 pays membres, a signalé que la productivité des pays de l'OCDE augmente en moyenne de 1,6 p. 100 par an. La productivité du Canada augmente de 0,9 p. 100 par an depuis quatre ans.

Que signifie le fait que notre productivité diminue comparativement à celle de certains autres pays? Cela signifie que notre capacité de vendre des biens sur les marchés mondiaux s'amenuise. Cela signifie que les biens que nous produisons au Canada seront moins concurrentiels et que nous allons pouvoir en vendre moins. En fin de compte, cela signifie deux choses pour le Canada. La première, c'est que nous aurons moins d'emplois fort bien rémunérés.

• (1540)

La deuxième, c'est que le niveau de vie des Canadiens baissera. Pour ce qui est des programmes économiques du gouvernement, il ne peut y avoir de projet de loi plus important que le projet de loi C-3, Loi constituant le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technolo-